

17.

Réindustrialisez ! Il est temps

Entre 1999 et 2012, la France a perdu 40 % de ses parts de marché à l'exportation et la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a baissé de 30 %. Or, 80 % des exportations mondiales de biens et services sont des exportations de marchandises (dix premiers exportateurs mondiaux). Le déficit extérieur de la France est donc un problème majeur.

Nous sommes dans la troisième révolution industrielle. L'informatisation de la recherche, de la production et de la distribution en est le moteur principal.

Réindustrialiser suppose de définir l'industrie de demain et les points forts sur lesquels construire une stratégie de réindustrialisation. Ensuite, il s'agira d'identifier les systèmes de financement et les politiques fiscales de nature à la financer, les réformes institutionnelles, fiscales, ou sociales susceptibles d'accélérer le processus et de se poser la question des réformes à mettre en place dans le monde de l'éducation et de la recherche pour appuyer cette réindustrialisation.

Contribution du Cercle des économistes

Christian Saint-Étienne

Témoignages

Carlos Espinosa de los Monteros • Ramon Fernandez • Clara Gaymard

Bruno Lafont • Didier Lombard • Thierry de Montbrial • Yves Perrier

René Ricol

Modérateur

Philippe Lefébure

La troisième révolution industrielle et ses conséquences

Christian Saint-Étienne

L'analyse des deux premières mutations techniques peut nous guider pour comprendre celle qui est en cours.

Il y a trente ans, la Triade, constituée de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, représentait 60% du produit intérieur brut mondial (PIB) en parité des pouvoirs d'achat (PPA). Aujourd'hui, ces mêmes pays ont un PIB inférieur à la moitié du PIB mondial. Dans vingt ans, cette proportion sera tombée à moins de 40%. Ainsi, la Triade, qui avait maintenu son poids relatif dans le PIB mondial autour de 60% de 1910 à 1980, devrait perdre un tiers de cette puissance relative entre 1980 et 2030. Plus de la moitié de cette régression est déjà accomplie et le rythme du recul s'accélère.

Comment expliquer ces évolutions et leur rapidité ? Nous sommes entrés, depuis le début des années 1980, dans un monde marqué par la troisième révolution industrielle.

■ Une première révolution industrielle en deux phases

La première est apparue dans les années 1780 avec la mécanisation rendue possible par la transformation de la chaleur en énergie motrice et grâce à l'invention de l'entreprise personne morale pouvant accumuler du savoir et du capital.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e, la machine à vapeur de James Watt, perfectionnée entre 1765 et 1785, améliore l'invention de Denis Papin et permet de pomper l'eau des mines. Elle va avoir de multiples autres usages grâce à des innovations ultérieures. On pourra développer l'industrie textile, les chemins

de fer, puis les bateaux à vapeur. La locomotive maîtrisée en 1815 permet la construction de lignes de chemin de fer dont le rythme s'accélère après 1830. Les chemins de fer contribuent à la diffusion des technologies et à l'accélération des échanges. Aux États-Unis, les premières lignes transcontinentales sont achevées vers 1880. Le « modèle économique » du chemin de fer qui se généralise de 1830 à 1880, permet de consolider la première révolution industrielle en obligeant la sidérurgie et la construction de machines à des progrès techniques permanents tandis que la nature et l'organisation de l'espace-temps économique et social est bouleversée. Au lieu de parcourir 30 à 50 kilomètres par jour, on couvre cette distance en une heure. Les élites européennes commencent à voyager à travers le continent tandis que les industriels se font une concurrence directe de pays à pays qui les force à innover en permanence. De nouveaux biens et services apparaissent et favorisent l'amélioration des conditions de vie par la baisse des prix des objets de consommation.

L'organisation du travail permet une spécialisation des travailleurs et des progrès considérables de la productivité des hommes. Les demandes pour une main d'œuvre formée favorisent la généralisation de l'éducation primaire dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

■ La deuxième révolution industrielle et le « système métallurgique »

Deux phases de la première révolution industrielle apparaissent nettement. De 1780 à 1830, une série d'innovations de rupture enclenchent cette révolution. De 1830 à 1880, elle se déploie grâce à la montée en puissance du « système métallurgique » (extraction industrielle du minerai et production croissante de fer et de fonte puis d'acier avec la mise au point du procédé Bessemer en 1856) et du modèle économique du chemin de fer.

En un siècle, de 1780 à 1880, la société industrielle a remplacé la société rurale sous l'effet de la première révolution industrielle. Les échanges intranationaux et internationaux sont multipliés tandis que le développement de la finance rend possible l'accumulation de capital nécessaire à l'essor de l'industrie. Le capitalisme industriel et financier se renforce tandis que les États démocratiques mettent progressivement en place la législation sociale qui contribue à l'émergence de la classe ouvrière et à l'apparition d'une classe moyenne dans les villes et les bourgs. L'urbanisation s'accélère et le logement s'améliore. L'exode rural alimente la poussée des villes tandis que les campagnes accueillent les nouvelles machines agricoles.

La révolution industrielle se déploie car la science a pris le relais des intuitions des inventeurs pour systématiser le progrès accompli. Mais elle a été rendue possible par la création de l'État de droit moderne au XVIII^e siècle en Angleterre, puis en France. Les droits de propriété sont codifiés et les États nations investissent dans les infrastructures et l'éducation. La première révolution

industrielle a donc été préparée par une mutation culturelle, philosophique et politique dans l'Europe de l'Ouest qui rend possible la mutation du système technique. Cette dernière accélère les évolutions des systèmes culturels et politiques.

Cette première révolution industrielle est dominée par les petites et moyennes entreprises (PME). La division du travail dans la PME est une invention organisationnelle majeure tandis que se développe la division internationale du travail basée sur l'échange.

■ La deuxième révolution et l'émergence des grandes entreprises

Avec la deuxième révolution industrielle à partir des années 1880 (électricité et moteur à explosion, téléphone, chimie, utilisation du pétrole) apparaissent les grandes entreprises en Allemagne et les entreprises géantes aux États-Unis (sidérurgie, pétrole, électricité, transports, etc.). L'acier favorise l'essor de la métallurgie tandis que la chimie de synthèse bouleverse la production d'engrais et les industries textiles. De nouveaux rapports de force et de nouvelles régulations socio-politiques s'affirment au cours de la deuxième révolution industrielle avec le salariat et la montée des syndicats, puis sous l'effet de l'émergence de l'État providence après la Deuxième Guerre mondiale. Les sciences du management apparaissent au début du XX^e siècle pour administrer les grandes entreprises qui résultent de la deuxième révolution industrielle.

Si la deuxième révolution industrielle est propulsée par un grand nombre d'innovations techniques et scientifiques, c'est l'électricité qui est le facteur majeur de transformation du système économique et des conditions de vie. Les lois scientifiques d'Ampère et de Faraday sont établies dans le premier quart du XIX^e siècle et les inventions suivent avec la dynamo de Gramme et la lampe d'Edison dans les années 1870. Le transformateur est mis au point vers 1890 et les premières lignes à haute tension apparaissent vers 1910.

Le moteur électrique apparaît vers 1880. Les machines peuvent alors fonctionner indépendamment les unes des autres alors qu'avant elles devaient être reliées à la machine à vapeur centrale par des systèmes de transmission complexes. La combinaison de l'électricité et du moteur électrique permet une réorganisation complète de la production à la fois dans sa localisation et son organisation dans les années 1880-1930. Mais la distribution et la commercialisation sont tout aussi impactées avec l'apparition, à partir de 1880, des grands magasins et des réseaux d'éclairage public qui transforment les conditions de vie et de consommation.

La sidérurgie progresse également avec la forte baisse des prix de l'acier – division par dix entre 1870 et 1910 – grâce aux nouveaux procédés de fabrication tandis que les alliages et les aciers spéciaux font leur apparition avec les applications de l'électricité (fours à arc et électrolyse). La construction

de tours et d'immeubles de grande taille devient possible. La marine à vapeur et l'automobile se développent à grande allure. Les voitures à vapeur dominent longtemps et il faut attendre 1906 pour que le moteur à explosion s'impose définitivement au début du XX^e siècle. Avec l'invention du dérailleur en 1889, la bicyclette commence à ressembler à celle d'aujourd'hui. La même année apparaît la rotative couleur et la presse à sensation. Toujours au début du XX^e siècle, Charles Pathé et Léon Gaumont industrialisent le cinématographe des frères Lumière et proposent les films à la location plutôt qu'à la vente¹.

En un demi-siècle, les conditions de vie et de travail sont encore plus massivement transformées que sous l'effet de la première révolution industrielle entre 1780 et 1830. Le déploiement de la deuxième révolution industrielle de 1880 à 1930 et le progrès scientifique et technique qui la permet et qu'elle engendre transforment :

- les systèmes politiques en consolidant la démocratie dans les États de droit et en favorisant la séparation de l'Église et de l'État,
- les conceptions culturelles avec le progrès élevé au rang de mythe philosophique et politique et analysé comme moteur des transformations historiques,
- les conditions sociales avec une affirmation de la dignité de l'homme indépendamment de sa place dans la société, ainsi que les relations entre les individus et les modes de vie.

La montée de la consommation de masse

La deuxième révolution industrielle est donc provoquée par des innovations de rupture au cours de la période 1880-1930 qui verront leur déploiement au bénéfice du grand public freiné par la Grande crise de 1929 et la Deuxième Guerre mondiale. De 1945 à 1980, cette révolution prend son essor et se généralise dans les pays de la Triade grâce à la montée de la consommation de masse portée par une distribution généreuse des fruits de la croissance aux travailleurs.

Il faut noter le rôle central de l'entrepreneur et du lien inventeur-entrepreneur-financeur (lien IEF) dès le début de la première révolution industrielle. La phase de la grande entreprise au cours de la seconde révolution industrielle, dans des économies qui sont surtout nationales jusqu'en 1980, semble marginaliser le rôle du trio IEF avant qu'il ne retrouve un rôle clé à partir de la troisième révolution industrielle qui prend son essor dans les années 1980.

Les grandes entreprises et organisations de la deuxième révolution industrielle facilitent l'action de l'État et le développement du colbertisme industriel. L'État contribue à développer les grandes infrastructures et les grandes entreprises qui sont la marque du régime économique-social français

1. Voir *Le Rebond économique de la France*, de Vincent Lorphelin, Pearson, 2012.

de 1945 à 1990, avant que la pression des marchés financiers et l'accélération du changement technologique ne conduisent à des vagues de privatisation, les grands groupes ainsi créés tournant leur attention hors de France au point que les 35 entreprises industrielles du CAC 40 font les deux tiers de leur activité et les trois quarts de leurs profits hors de France dans les années 2010.

Le retour de l'entrepreneur et son rôle clé comme catalyseur de la troisième révolution industrielle se sont imposés aux yeux des décideurs politiques et sociaux dans la plupart des pays depuis la fin des années 1990, qu'ils soient développés ou émergents. Mais en France, la figure de l'entrepreneur reste problématique car elle ne se laisse pas manipuler comme la grande entreprise de la deuxième révolution industrielle et semble priver l'État colbertiste de sa légitimité.

■ Le troisième système technique industriel

Il apparaît que les deux premières révolutions industrielles – celles des années 1780 et 1880 – ont été précédées par une série d'innovations techniques, souvent isolées les unes des autres au cours des deux décennies précédant la décennie au cours de laquelle elles se conjuguent pour provoquer le début d'une mutation technique. Elles se sont ensuite déployées sur un demi-siècle avant de se consolider au cours du demi-siècle suivant. Dans le premier demi-siècle, les évolutions techniques sont spectaculaires et transforment les appareils de production et de distribution des biens et services. C'est dans le deuxième demi-siècle de ces mutations techniques que leurs bienfaits ont bénéficié aux populations des pays à la pointe de ce progrès industriel. Bien sûr, cette césure n'est pas aussi nette selon les grappes d'innovation et les classes supérieures bénéficient rapidement des innovations au cours du premier demi-siècle, mais la diffusion des deux premières révolutions industrielles aux grandes masses de la population s'accroît bien à partir des années 1820-1830 pour la première et 1920 pour la seconde. La crise de 1929 bloque l'accélération de ce processus qui reprend d'autant plus fortement après la guerre.

Depuis le milieu des années 1980, l'économie des pays avancés est donc fondée sur l'innovation au sein d'un nouveau système technique provoquant une troisième révolution industrielle. Dans les pays les plus en pointe s'est imposé un nouveau mode de fonctionnement de l'économie, où la concurrence par l'innovation domine, dans les activités à forte valeur ajoutée, la concurrence par les coûts et les avantages naturels comme facteur clé de différenciation et de domination stratégique.

Ce nouveau système technique est le fruit de deux transformations prodigieuses : le développement de l'économie de l'informatique et d'Internet et l'avènement de l'économie entrepreneuriale fondée sur l'innovation².

2. Voir *France : état d'urgence. Une stratégie pour demain*, Ch. Saint-Étienne, ed. Odile Jacob, janvier 2013.

L'économie de l'informatique et d'Internet, qui s'appuie sur les progrès foudroyants de la microélectronique, bouleverse les modes de production et de distribution. Les tâches répétitives, qu'elles soient physiques ou mentales, sont automatisées. La valeur ajoutée et l'emploi qualifié se concentrent dans la conception des produits et des systèmes automatisés qui vont les fabriquer ainsi que dans les systèmes de marketing d'image et de réseaux qui vont rendre le produit désirable et accessible. Compte tenu des coûts fixes de conception des produits et des systèmes qui leur donnent vie et attractivité, on est face à des rendements d'échelle croissants pour les produits qui réussissent et à des provisions pour pertes considérables en cas d'échec. Les rendements sont croissants lorsqu'une augmentation donnée des moyens de production entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la production finale.

Il faut bien saisir que la généralisation des productions ayant des rendements d'échelle croissants déstabilise l'analyse des marchés car le régime dominant des marchés n'est plus la concurrence parfaite mais la concurrence oligopolistique. Par exemple, le nombre de fabricants d'ordinateurs, d'avions ou de voitures se réduit fortement, chacun se spécialisant sur des gammes différentes ou sur des différenciations de gammes. Les oligopoles se développent lorsque quelques entreprises puissantes arrivent à différencier suffisamment leurs produits pour coexister sur des segments de marchés complémentaires (sans différenciation possible des produits, on est en situation de monopole). Quand la différenciation est parfaite, on parle de concurrence monopolistique ; mais c'est une situation souvent éphémère.

La concurrence oligopolistique n'est stable que si les innovations ne sont pas trop rapides. Dans le cas contraire, la tendance vers la monopolisation des marchés par l'entreprise la plus innovante peut être forte. Les États s'opposent à cette tendance par la lutte contre les positions dominantes, grâce au droit à la concurrence, car le risque est que des oligopoles surpuissants stérilisent l'innovation qu'ils ne contrôlent pas.

L'économie entrepreneuriale favorise l'innovation par l'interaction entre chercheurs, capitaux-risqueurs et entrepreneurs. Cette évolution se concentre dans les métropoles modernes organisées pour favoriser ces interactions productives.

Les pays qui adaptent leurs institutions et leurs règles fiscales et sociales pour favoriser cette mutation technique en seront les principaux bénéficiaires. Ceux qui dressent des obstacles à l'innovation, à la mobilité et à l'entrepreneuriat resteront sur le bord de la route.

Un diagnostic juste pour une politique industrielle efficace

Ramon Fernandez

Direction générale du Trésor

La bonne nouvelle est que l'intitulé de cette session, «Réindustrialisez ! Il est temps» sous-entend qu'il n'est pas trop tard. C'est un point qui permet d'ouvrir la discussion sous des auspices encourageants.

► La désindustrialisation est une évolution mondiale

J'aimerais revenir sur les chiffres donnés par Christian Saint-Étienne car si l'on se trompe sur le diagnostic, on ne trouvera pas les remèdes qui conviennent. La désindustrialisation, entendue comme la réduction de la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans la valeur ajoutée totale, est un phénomène mondial qui concerne aussi les économies émergentes. Dans le monde, la part de la valeur ajoutée industrielle est passée de 25% du PIB en 1980 à 17% aujourd'hui.

Notre problème est que cette évolution est plus rapide en Europe que dans le reste du monde et plus rapide en France que dans le reste des pays d'Europe. En France, la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB est passée de 16% en 2000 à 10% en 2011 –ce sont en gros les 30% évoqués par Christian Saint-Étienne. Nous sommes donc passés en dix ans de 16% à 10% alors que dans le même temps, l'Allemagne se maintenait aux alentours de 22%. Dans ce domaine, l'Allemagne est une exception, comme c'est le cas également quand on compare l'évolution des coûts de production relatifs entre les pays : c'est bien souvent l'Allemagne qui est l'exception plutôt que la France.

Enfin, il existe un indicateur préoccupant : notre déficit commercial, reflet du phénomène de désindustrialisation. En dix ans, notre balance

commerciale est passée de l'équilibre à un solde déficitaire de 70 milliards d'euros. C'est majoritairement imputable à l'évolution du solde industriel puisque hormis l'énergie, les produits industriels représentent l'essentiel de la dégradation – l'automobile représentant, à elle seule, un tiers de celle-ci. Ce n'est pas seulement un problème de compétitivité relative par rapport aux nouveaux acteurs émergents, car les deux tiers de notre déficit sont vis-à-vis de nos partenaires de l'Union européenne.

► **Le tableau est-il à ce point sombre ?**

Premièrement, il faut le nuancer par le fait que cette évolution se retrouve dans d'autres pays, largement en Europe, mais aussi au niveau international. Ensuite, il faut se rappeler qu'un certain nombre de conventions statistiques et comptables durcissent le trait. Par exemple, les entreprises industrielles ont longtemps internalisé toute une série de fonctions (l'informatique, le nettoyage, la communication...) qui ont été depuis externalisées et ne comptent plus dans l'industrie. Il faut donc relativiser certains indicateurs.

► **Que pouvons-nous faire ?**

Le problème est européen. La Commission européenne a fixé un objectif de réindustrialisation : remonter la part de l'industrie dans le PIB de 16% aujourd'hui à 20% en 2020, alors que la part française est aujourd'hui à 10%. Les observateurs critiques noteront qu'à ce stade, l'objectif a été endossé par un conseil compétitivité mais pas par le Conseil européen. C'est peut-être un hasard, à moins que ce ne soit le signe que certains considèrent que ce genre d'objectif doit rester à un niveau moins élevé. Ce n'est pas notre vision.

J'imagine que si je suis ici en tant que représentant de l'État, c'est pour vous dire la manière dont le gouvernement pense pouvoir enrayer cette évolution préoccupante. Pourquoi la désindustrialisation est-elle un problème ? On pourrait se dire après tout que d'autres activités prennent le relais. Non. Il faut s'en préoccuper parce que l'industrie exerce manifestement un effet d'entraînement sur le reste de l'économie via ses consommations intermédiaires. Elle tire la croissance des services. Elle représente 80% de l'effort de R&D. Elle représente 75% de nos exportations. On ne peut donc pas se dire que l'industrie diminue mais que le terrain sera repris par d'autres. Ce serait une conclusion trop rapide.

Alors que faire ? Premièrement, se dire qu'il y a de l'espace pour une forme de politique industrielle ou en tout cas de politique particulièrement attentive à l'industrie. Il ne s'agit pas de revenir à la politique des années pompidoliennes, lorsque l'État était capable d'identifier les grands projets d'avenir. C'est aujourd'hui plus compliqué car nous sommes à ce que les

économistes appellent «la frontière technologique» : nous n'en sommes plus au stade du rattrapage ou de l'imitation ; nous devons être en avance. La situation est donc plus complexe et il faut être prudent sur la capacité de l'État à identifier les secteurs d'avenir et les champions nationaux.

Mais cela ne signifie pas que l'on ne peut rien faire. La politique en faveur de l'industrie peut se concentrer sur l'innovation, sur le renouvellement du tissu économique, sur les technologies les plus prometteuses. René Ricol est à mes côtés : j'ai ainsi l'occasion de rendre hommage au premier commissaire général aux investissements, dont les initiatives, il y a quelques années, avaient pour philosophie d'avoir un État capable d'entraîner, de favoriser et de coordonner. Il ne s'agissait pas de diriger l'effort sur tel ou tel secteur défini *a priori* mais au contraire de faciliter l'émergence de projets, sélectionnés par des jurys indépendants, etc. Cette piste, qui vise à dégager des synergies, reste à mon avis centrale.

De plus, il faut que nous fassions émerger une vision large de la problématique industrielle, prenant en compte toutes ses composantes. Je pense notamment aux services. On passe trop de temps à opposer l'industrie et les services ; en réalité, nous aurons une industrie puissante si nous avons des services qui peuvent être des moteurs pour l'industrie. La réciproque est également vraie. De ce point de vue, la mise en place, par le ministre du redressement productif, des comités stratégiques de filières du Conseil national de l'industrie et la création de la Commission nationale des services participent de cette volonté. Si le ministre en charge de l'industrie crée une Commission nationale des services, c'est bien parce qu'il y a un lien entre ces deux dimensions.

► Créer un écosystème favorable

Enfin, nous aurons une industrie forte si nous avons une économie forte. Nous aurons une industrie forte si nous avons des entreprises et des entrepreneurs qui innoveront, qui investiront et qui ont confiance. Nous devons donc créer les conditions pour que cela soit possible, c'est-à-dire un écosystème favorable à l'activité des entreprises de manière générale. Cela ne pourra être que bon pour l'industrie. Pour ce faire, nous avons besoin de faire trois choses :

–Créer un environnement favorable au développement de toutes les entreprises, c'est-à-dire : ouverture internationale, capacité d'accueillir l'innovation et les capitaux, de développer des partenariats internationaux. Stabilité et simplification de la norme – le choc de simplification voulu par le gouvernement. Stabilité fiscale – le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements dans ce domaine. Redressement des comptes publics, sans quoi il n'y aura pas de capacité à alléger la charge fiscale. Il faut, dans un tempo compatible avec le soutien de la croissance, corriger nos déficits

sinon nous serons condamnés à les financer, notamment par des impôts supplémentaires.

– Restaurer notre compétitivité, c'est-à-dire restaurer nos marges ; avoir un marché du travail flexible ; réduire le coût du travail – c'est ce qu'ambitionne le crédit d'impôt compétitivité-emploi. Notons qu'on parle rarement de la modération salariale. Si on veut baisser le coût du travail, le CICE est très bien, mais il faut aussi se poser la question de l'impact entre des salaires qui augmentent et la capacité à maintenir l'emploi.

– Assurer le financement et la capacité de projection de nos entreprises, industrielles bien sûr mais pas seulement.

Il faudrait encore parler de tout le reste : du capital humain, du soutien à l'exportation, du rôle de l'Europe dans ce débat et du fait que nous avons besoin, avec l'Europe, de plaider pour un environnement de réciprocité qui permette de défendre nos intérêts dans un climat offensif.

La réindustrialisation espagnole

Carlos Espinosa de los Monteros

Marca España

Je voudrais commencer par une bonne nouvelle : la situation de l'industrie en Europe n'est pas si mauvaise. Lorsqu'on regarde les statistiques, on voit que le poids de l'industrie dans le PIB est en déclin presque permanent. Mais l'une des raisons à cela est que l'on continue à faire les statistiques d'après les concepts traditionnels d'agriculture, d'industrie et de services. Or, cette distinction entre industrie et services est devenue beaucoup plus difficile qu'avant et beaucoup d'activités, classées comme des services, appartiennent en réalité à l'industrie.

Il en va de même aux États-Unis, pays fondamentalement industriel où cependant le poids de l'emploi industriel dans l'économie est étonnant : il ne représente que 10% du total des emplois. De plus, selon une étude faite par le *Business Round Table*, la moitié environ de ces 10% d'emplois liés à l'industrie est dédiée à des fonctions qui ne sont pas considérées comme des activités industrielles : le design, le financement, la logistique, la commercialisation – activités souvent classées en Europe dans le domaine des services. L'industrie européenne est donc en déclin certes, mais n'est pas dans une situation dramatique.

► Où en est l'industrie en Espagne ?

En Espagne, nous essayons depuis quelques années de rattraper le retard pris par rapport à l'Europe. Cela nous a amenés, dans une première période, à accorder un rôle très important à l'État. Nous avons essayé d'imiter la planification française des années 1960 et le modèle japonais du MITI, qui donnait des indications très claires sur les domaines dans lesquels les industriels et les grands groupes japonais devaient investir. Nous avons

travaillé pendant quelques années dans cette optique d'une planification orientative fixée par l'État. Puis la situation a changé et un ministre de l'Industrie a déclaré que la meilleure politique industrielle était celle qui n'existait pas. Désormais, nous oscillons entre les politiques qui voient l'État *on* ou *off*.

Notre gouvernement pense que la politique industrielle est l'un des piliers de la marque Espagne, de l'image de la nouvelle Espagne. Sans industrie, nous ne serons pas capables d'être compétitifs au niveau international. Nous avons besoin de capitaux de l'extérieur et faisons tout notre possible pour attirer les capitaux étrangers en Espagne.

La bonne nouvelle pour l'Espagne est que l'année dernière, elle a été le pays d'Europe qui a attiré la plus grande quantité d'investissements industriels. Même si nous avons des problèmes sérieux dont les gros déséquilibres des caisses d'épargne, pour lesquels nous sommes en train de trouver des solutions, les gens sont attirés par l'investissement en Espagne. Carlos Ghosn, par exemple, a parlé des nouveaux investissements tant de Renault que de Nissan. Le secteur automobile est le plus important, mais n'est pas le seul à avoir attiré les investisseurs : les secteurs pharmaceutique et agroalimentaire ont aussi reçu d'importants investissements.

Nous essayons d'attirer les investissements de plusieurs façons et d'abord en nous montrant flexibles : nous essayons de nous montrer comme un pays qui s'adapte à des situations nouvelles avec des difficultés comme c'est le cas pour tout le monde, mais plus rapidement que les autres. Nous avons fait des réformes qui commencent à produire leurs fruits, les plus grandes étant la réforme sociale touchant le marché du travail et celle concernant l'appui aux entrepreneurs et aux investisseurs dans le domaine des nouvelles technologies.

Nous avons conscience qu'il faut également faire quelque chose dans le domaine fiscal. Si nous voulons attirer les investissements nationaux et internationaux, il faut nous doter d'un cadre amical. La tendance consistant à résoudre les problèmes de déséquilibres macroéconomiques par l'augmentation des impôts est à notre avis une très mauvaise solution.

Cultiver ses avantages comparatifs

Thierry de Montbrial

Institut Français des Relations Internationales

► Culture nationale et mondialisation

Jusqu'ici, nous avons vécu largement selon une idéologie de la mondialisation qui conduit à penser que les États n'existent plus, que le monde n'est qu'une collection d'individus dépourvus d'identité et que les entreprises flottent hors de tout État et de toute culture nationale. Il faut revenir sur cette conception.

La mondialisation va probablement continuer – probablement, car des freins sérieux sont à l'œuvre – mais les États continuent de jouer un rôle majeur. Les plus grands États, à commencer par les États-Unis et la Chine, accompagnent leurs entreprises de manière parfaitement explicite et dans toutes les dimensions. Ils le font de toutes les manières possibles – il a beaucoup été question, ces derniers temps, de l'espionnage industriel, des grandes oreilles de Prism ou de la NSA. Dans cette dernière affaire, les préoccupations économiques sont centrales.

Quant à l'idée que les entreprises flottent hors de toute appartenance culturelle, rien n'est plus faux : les entreprises ont une identité nationale même quand elles sont parfaitement internationales. J'ai été pendant quinze ans membre du conseil international d'IBM Europe. Je n'ai jamais eu le moindre doute sur le fait qu'IBM est une entreprise américaine. Je n'ai aucun doute sur le fait que Lafarge, grande entreprise internationale, est une entreprise française. Cela ne signifie pas que l'on n'est pas international. Mais c'est une question de culture et de réseau. La marque nationale peut d'ailleurs être un avantage dans certains cas – même dans le cas de la France. Par exemple, Christophe de Margerie aime à dire que Total est une

major française. Le fait que Total soit française et non pas américaine est en l'occurrence un avantage.

► **La culture nationale joue-t-elle un rôle dans la réindustrialisation ?**

Quand on pose cette question, il faut définir ce que l'on entend par industrie. Aujourd'hui, tout est industrie : tout le monde parle d'industrie financière par exemple, alors qu'autrefois les finances étaient plutôt catégorisées dans les services. Quand les gens qui s'occupent d'informatique parlent de technologies informatiques, le mot « technologie » se réfère très souvent au logiciel, donc à des domaines qui naguère encore étaient considérés comme beaucoup plus proches des services que de l'industrie. Il faut donc absolument clarifier la définition qu'on donne à l'industrie avant d'en débattre.

Chaque pays, à commencer par la France, doit essayer de capitaliser sur ses avantages comparatifs. La France a, par exemple, hérité d'industries d'armement. Or, nous devrions savoir que dans l'histoire économique, les armements ont souvent joué un rôle moteur dans les progrès technologiques aussi bien *hard* que *soft*. L'Internet est né de besoins militaires ; une immense salve d'innovations a résulté de la fameuse initiative de défense stratégique du président Reagan, etc. Je pense donc que la France devrait veiller davantage à ses industries d'armement.

Je pense également que les pays anciennement industrialisés sont mieux à même d'exploiter certaines complémentarités naturelles qui peuvent exister entre l'industrie et les services. Je crois par exemple avoir compris qu'une entreprise comme Lafarge veille énormément à la qualité de ses relations avec ses clients dans les pays émergents : nous sommes là quasiment au niveau du service, associé à la production industrielle proprement dite. Voilà un autre avantage comparatif possible pour les pays anciens.

Dans le même esprit, les pays industrialisés depuis longtemps peuvent, s'ils le cultivent, avoir un avantage comparatif en matière de responsabilité sociale de l'entreprise. Cette tradition a des possibilités de développement également à l'étranger, car une entreprise qui se fait accepter dans les pays où elle opère a beaucoup plus de chances d'avoir des résultats positifs.

D'une manière générale, les entreprises de pays anciens comme la France sont bien placées pour maximiser leurs avantages comparatifs en matière de management. Je suis frappé par ce que je vois des entreprises de beaucoup de pays émergents qui, même si leurs dirigeants ont étudié et travaillé dans de bonnes institutions, ont des problèmes de management car la culture nationale est insuffisante en la matière.

Il ne faut pas avoir de complexes dans le monde actuel. La mondialisation n'est pas incompatible avec le soutien des États, au contraire. Mais comme l'a dit Ramon Fernandez, il faut que ce soutien s'exprime de manière adaptée au XXI^e siècle, car nous ne sommes plus à l'ère Pompidou.

Comment réindustrialiser ?

Bruno Lafont

Lafarge

Mon expérience dans soixante-cinq pays, dont cinquante pays émergents, a nourri les quelques réflexions dont j'aimerais vous faire part.

► Les conditions nécessaires à la réindustrialisation

Je crois que tout le monde commence à comprendre la nécessité de la réindustrialisation. Pour ce redémarrage, trois conditions sont indispensables : la compétitivité ; les talents ; le désir et le goût d'entreprendre.

Il faudra du temps pour réindustrialiser la France. Notre pays a un potentiel considérable, mais la compétition est très dure, beaucoup plus dure qu'avant, et la France n'est pas encore totalement engagée dans les conditions exigées pour réindustrialiser. Il n'y a notamment pas de consensus suffisant et suffisamment clair autour des impératifs de base. D'abord, il faut encourager par tous les moyens la réussite, le profit et l'industrie. Cela doit être présenté de cette manière : sans cela, on se raconte des histoires. Ensuite, il faut privilégier la liberté à la régulation – c'est ce que prévoit le choc de simplification, pour autant qu'il ait lieu, et vite. Il faut, enfin, accepter la contrainte de l'extérieur comme une opportunité et y faire face plus efficacement. Tout cela revient à réduire les freins à l'investissement et à la création d'emplois, ce qui fait défaut en France. Or, l'industrie c'est l'emploi. L'emploi est le point de départ de tout. La France et l'Europe doivent devenir des territoires plus accueillants pour l'industrie, l'investissement et les entrepreneurs.

► Que faut-il faire ?

À court terme, il faut mesurer, pour chacune des décisions prises par les gouvernements d'Europe son impact sur les investissements, la confiance,

l'emploi et l'industrie. Si on mesurait ces impacts à chaque fois que l'on prend une décision, nous aurions pour un certain nombre d'entre elles un effet immédiatement favorable à l'industrie. Il faut aussi être très attentifs aux jeunes, particulièrement à ceux qui entreprennent, parfois dans des conditions héroïques. Si nous parvenons à faire réussir les jeunes dans les conditions actuelles, nous serons capables de créer des talents précieux pour la suite. Enfin, malgré la compétition, il est très important de capitaliser sur les liens avec nos voisins européens et avec ce grand marché qu'est l'Europe. Il faut capitaliser sur la confiance que l'on doit retrouver, y compris politiquement, dans le destin et la pérennité de l'Europe. Dans ce contexte, le lien franco-allemand est particulièrement important.

À plus long terme, j'investirais quant à moi dès maintenant dans trois grandes priorités qui auront des conséquences positives sur l'industrie. Premièrement – c'est une vision pour la jeunesse – l'éducation, permettant de créer un véritable lien entre la jeunesse, l'entreprise et l'emploi. Sur ce point, tous les indicateurs en France sont négatifs. Nous le voyons et le sentons, nous entreprises, de même que nous parents. Deuxièmement, il nous faut une vision concernant l'énergie, qui assure un vrai avantage stratégique à l'Europe. C'est un enjeu critique pour l'industrie. Or, nous n'en parlons pas suffisamment : ce n'est pas suffisamment identifié et décrit comme un vrai levier de la compétitivité. Les États-Unis ont une stratégie énergétique extrêmement claire ; l'Europe doit en avoir une. Il n'y a pas de fatalité lorsque l'on se met au travail. Dernière priorité, pour l'Europe : une meilleure gouvernance européenne, des priorités plus claires qui aillent davantage dans le sens de la croissance et de l'emploi, donc de l'industrie, que cela n'a été le cas par le passé.

L'industrie est un temps long qui permet de maximiser la valeur ajoutée et l'emploi. On peut user des approches traditionnelles pour traiter le problème de l'industrie ; mais ma vision est celle de quelqu'un qui regarde le monde, la compétition et comment les autres pays font. Le plus important est que notre État ait une stratégie – pas un plan comme autrefois, mais une stratégie.

La bonne nouvelle est que la France a des infrastructures de premier plan. Elle est classée dans les cinq premiers pays du monde sur le plan des infrastructures. Elle a donc peu d'argent à y investir et peut se concentrer sur autre chose, notamment former et aider l'émergence de vrais entrepreneurs. La planification a toujours été un génie français. En revanche, les Allemands ont souvent montré qu'ils étaient meilleurs que les Français dans l'exécution. C'est donc sur ce point que nous devons progresser. Pour cela, il faut que tout le monde soit engagé, mobilisé et confiant. Il y a toujours une chose à faire pour réussir – je le vois chez les pays émergents qui réussissent : la qualité de la coopération entre les gouvernements et les entreprises est une clé de la réussite et de la réindustrialisation.

Petits et grands pour un tissu industriel rentable

Didier Lombard

STMicroelectronics

J'avais expliqué, lors des Rencontres de 2012, que l'énergie était fondamentale, y compris pour moi qui suis là pour représenter les télécommunications, les technologies, les composants. En effet, si nous n'avons pas une énergie propre et pas chère, ce n'est pas la peine de continuer la partie. Je suis donc totalement d'accord avec les propos que vient de tenir Bruno Lafont, y compris sur l'éducation et la formation de notre jeunesse au vaste monde tel qu'il est et non tel que nous, la génération d'avant, le rêvons.

Les statistiques concernant le secteur de l'économie numérique affichent des chiffres qui interpellent, notamment ceux de la partie équipements (les réseaux, les boîtes et autres objets que nous mettons à droite et à gauche pour faire de l'économie numérique). L'Europe fournit moins de 50% de ce qu'elle achète. Récemment, ce chiffre a encore baissé de 5%. Nous sommes donc dans un système où nous achetons à l'extérieur des objets dont nous nous servons tous les jours et dont nous sommes en quelque sorte les principaux clients. C'est très paradoxal. Quant à la partie logiciels (tout ce qui tourne autour d'Internet et des services qui sont mis dessus), quelques phrases pudiques expliquent que même si nous avons des startups merveilleuses dont nous faisons la publicité de temps en temps, elles représentent en réalité un très faible volume d'affaires. Autrement dit, nous ne sommes pas dans le coup. La valeur de l'économie numérique nous échappe pour une large part.

Nous avons vu arriver il y a deux ou trois ans une première révolution, la numérisation de l'économie, qui a touché tous les secteurs, y compris certains auxquels on s'attendait pas. Il est en train de s'en préparer une deuxième :

le règne des *big data*. Les volumes de données échangées ont d'un seul coup complètement changé d'ordre de grandeur. Au lieu d'échanger des mégabits, on échange des gigas. On stocke, on met des capteurs partout. On «process» ces données pour vous aider à enregistrer votre santé, à savoir où vous êtes, ce que vous devez acheter, comment vous l'achetez, etc. Ces *big data* changent complètement la façon dont l'économie numérique va se développer. C'est un nouveau changement de vitesse.

► **Que faut-il faire ?**

Nous avons deux préoccupations au sujet de la révolution du *big data* qui se prépare. Il y a tout d'abord des investissements à faire afin que les réseaux soient à niveau. Nous ne sommes pas aussi avancés que les États-Unis grâce à une décision du régulateur qui là-bas favorise l'économie au lieu de la freiner. Nous avons donc du travail à faire. De plus, la Grande-Bretagne va bientôt être au niveau des États-Unis pour la 4G, ce qui n'est pas notre cas. Cela aussi va poser un problème.

La partie logiciels est un autre aspect extrêmement important. Là non plus, nous ne sommes pas au niveau. Si nous faisons des investissements et que derrière nous ne capturons pas la valeur, nous sommes ridicules. Il faut industrialiser dans ce domaine ; or, nous partons de l'autre bout de la chaîne : des petites entreprises qu'il va falloir aider à grossir. Un grand nombre de jeunes gens sont prolifiques et créent de la valeur ; généralement, ils sont coincés au moment où il faut commencer à croître. C'est là qu'il faut modifier les règles et faciliter les choses afin de faire naître des grands de l'Internet chez nous. Ce n'est pas un sujet mineur. C'est au contraire essentiel : il s'agit de capturer la valeur ajoutée de l'économie numérique. C'est l'enjeu qui nous attend.

Il faut changer les règles. Erik Orsenna a dit qu'il faudrait que tous les élus passent un an à voyager en Europe avant d'exercer leur mandat afin de comprendre mieux quels sont les enjeux. Il a été modeste : je pense qu'il faudrait qu'ils aillent un peu partout sur la planète. En outre, je ne vois pas pourquoi nous n'appliquerions pas cette règle aux membres de la Commission européenne et à leur fonction publique, car ils prennent parfois des décisions sans trop savoir ce qu'elles vont impacter.

Je ne suis pas pessimiste. Nous sommes capables de réussir ce virage, mais il faut nous y mettre maintenant et bien comprendre que toute la valeur de l'économie numérique est dans nos grands groupes, capables de faire les infrastructures et les composants, et dans les start-ups qu'il faut aider à grossir. Surtout, n'opposez pas, comme cela se fait partout à droite ou à gauche, les grands groupes et les petits. Ils sont là pour s'entraider. C'est un seul et unique tissu industriel et c'est fondamental.

Retrouver le goût de l'épargne risquée

Yves Perrier

Amundi

Il y a quelques années, on se demandait si on avait besoin d'industrie ou de services. Un élément des éléments de réponse est qu'il y a deux types de services : les services à la personne et les services à l'industrie. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas de services à l'industrie. Or, s'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas suffisamment de valeur ajoutée pour générer les services à la personne.

Ce qui s'est passé dans le secteur industriel n'est pas spécifique à l'industrie : c'est une exacerbation de ce qui s'est passé dans toute l'économie française. En effet, l'industrie exporte à peu près 50% de sa valeur ajoutée, alors que les services en importent 80%. Autrement dit, l'industrie s'est engagée dans la mondialisation telle qu'elle s'est développée ces quatre dernières années, alors que beaucoup de services n'y sont pas entrés. L'effondrement de l'industrie – je crois pouvoir employer ce terme – qui s'est traduit en déficit de la balance commerciale, est le symptôme des difficultés françaises. Ces difficultés sont de deux ordres : la compétitivité, notamment au niveau des coûts, et les problèmes du financement de l'économie et de l'allocation de l'épargne.

► La problématique française de l'investissement

Bruno Lafont disait que pour qu'il y ait des entreprises, il faut qu'il y ait des entrepreneurs. C'est en effet la première condition. Il faut en outre que ces entrepreneurs se situent dans le long terme et acceptent de prendre des risques. Mais pour pouvoir le faire, il faut qu'il y ait des investisseurs qui les rassurent sur ces risques et se situent eux aussi dans le long terme. La France est un pays riche, avec 12 000 milliards d'euros d'épargne (à peu près

six fois la dette publique) et un taux d'épargne de 15%, ce qui nous place au plus haut niveau mondial. Mais cette épargne est largement stérilisée, puisque plus des deux tiers sont investis dans l'immobilier et 14 à 15% dans l'assurance-vie (notre produit préféré), qui investit elle-même largement dans la dette d'État. Dans le stock total d'épargne, les actions, qu'elles soient cotées ou non, sont de l'ordre de 5 à 6%.

Une stratégie d'entreprise se concrétise dans l'allocation des capitaux disponibles vers des choix de métier ou d'investissement. En France, on a décidé de mettre l'argent sur deux secteurs essentiels : l'immobilier et la dette publique – cette dernière traduisant en fait notre préférence pour la consommation et le non règlement des déficits. Donc, de la même façon que le pays a besoin d'un choc de compétitivité sur la question des coûts, il a besoin d'un choc de compétitivité sur l'investissement et l'innovation. Il faudrait pour cela parvenir à une réallocation majeure de l'épargne. C'est un point clé. Nous disions qu'il fallait du temps – le long terme. Il faut donc de l'épargne à long terme.

► Questions clés du choc d'allocation de l'épargne vers l'investissement

La première question est celle de la fiscalité. La particularité de l'épargne française est que plus un produit est court et sans risque, moins il est taxé – l'exemple type étant le livret A. Il nous faudrait donc – nous pourrions l'imaginer à volume de prélèvement fiscal à peu près identique – modifier de manière substantielle la hiérarchie du prélèvement fiscal en fonction du type d'épargne et de sa destination.

Le deuxième point, qui peut paraître contre-intuitif, est que notre politique de l'immobilier (le mythe de la France des propriétaires qui prévalait encore ces dernières années) nous mène dans une impasse. Le mythe avait été largement alimenté par un crédit facile et de plus en plus long. Il a lui-même alimenté une bulle immobilière qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et il stérilise une grande part de l'épargne. L'Espagne, qui à un moment donné a fait ce pari de manière exacerbée, en a mesuré les dangers.

Le troisième volet est qu'il nous faut redonner aux Français le goût pour l'épargne risquée. Cela implique néanmoins que l'industrie financière sache inventer de nouveaux produits, des produits diversifiés, car on ne fera pas réinvestir les particuliers directement dans les actions. Nous pouvons trouver également des circuits très courts. Je vais prendre un exemple concret qui a concerné mon entreprise : nous avons lancé un fonds pour l'industrie du décolletage. Cette industrie peu connue de sous-traitance de l'automobile représente douze mille personnes dans la Vallée de l'Arve, au sein d'entreprises qui vont de cinq à cinq cents personnes. C'est une industrie à forte valeur ajoutée qui compte 12 000 emplois. Après les difficultés de

17. Réindustrialisez ! Il est temps

la crise de 2009, cette industrie a fait un plan de développement et nous avons créé un fonds dédié qui investit en accompagnement des entreprises de cette région. Nous l'avons fait en partenariat avec la banque locale, qui a placé une partie de ces produits financiers auprès de ses clients particuliers, et nous avons levé ces fonds auprès d'investisseurs. Donc sans intervention de l'État, lorsqu'on réunit les bons acteurs (les industriels, les banquiers et les financeurs), on peut trouver les solutions.

Aujourd'hui, nous avons moins besoin de politique étatique, au sens de normes et de règlements, que de fédérer l'ensemble des acteurs économiques et financiers sur des projets et des démarches bien identifiés.

Permettre l'avenir

Clara Gaymard

GE

Le premier élément de la révolution industrielle qui est en train d'avoir lieu est que nous sommes passés d'une industrie de production à une industrie de la connaissance. L'important n'est plus simplement d'avoir la meilleure technologie mais d'avoir les produits les plus intelligents. Ainsi, chez General Electric, nous mettons désormais dans nos moteurs d'avions des éléments qui permettent aux pièces de dire elles-mêmes quand elles ont besoin d'être réparées. Cela change toute la chaîne de maintenance.

Une deuxième révolution industrielle s'opère, celle de l'industrie collaborative. Cela signifie que nous sommes passés d'une économie de la possession à une économie de l'usage. Qu'est-ce que cela implique par exemple pour GE dans le domaine du matériel médical ? Nous ne cherchons plus à vendre ou à louer les matériels de diagnostic médical les plus performants incluant des contrats de service, désormais nous sommes entrés dans l'ère du *cloud computing*. C'est un changement de *business model* : au lieu d'investir pour disposer d'une solution de stockage et de gestion de leurs images numériques, nous permettons à nos clients de payer sur la base d'un coût modeste par image. Vous imaginez la transformation industrielle que cela implique et pourquoi la rupture entre l'industrie et les services n'a plus de sens puisque ce sont les services qui permettent de créer la performance industrielle.

Mais si GE a gagné ces appels d'offres dans la santé, c'est parce que le service Internet ne peut pas tout : il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui construise ces machines, vienne les réparer et comprenne comment elles fonctionnent. C'est là où l'emboîtement – la connexion entre Internet, les réseaux sociaux et l'Internet des objets – prend tout son sens.

La troisième transformation est que nous sommes passés d'une économie d'abondance à une économie de la rareté. Pas seulement parce que nous avons des difficultés budgétaires, mais aussi parce que nous sommes passés de 1,5 milliard d'habitants au début du siècle dernier à 7 milliards. Nous allons bientôt atteindre 9 milliards. Se pose donc un problème de capacité qui oblige l'intelligence humaine à repenser l'industrie d'une façon différente.

Par exemple, on parle beaucoup de la transition énergétique. On se demande si l'on va faire plus ou moins de nucléaire, si on va plutôt aller vers les énergies renouvelables. Mais la véritable révolution industrielle dans ce domaine est dans la distribution énergétique. L'énergie est exactement comme le tuyau d'arrosage d'autrefois. En plaçant des capteurs un peu partout, nous allons être capables non seulement d'intégrer des sources d'énergie différentes, mais également, grâce à l'analyse des données, aux *softwares*, aux systèmes intelligents qui communiquent entre eux, de savoir très exactement, distribuer chaque « goutte d'énergie » là où elle a besoin d'être utilisée, et donc en amont économiser de la production.

Ces trois transformations – de la production à l'économie de la connaissance, de la possession à l'usage, de l'abondance à la rareté – sont les moteurs de la réindustrialisation, ou de cette quatrième révolution industrielle.

► La France face à la nouvelle révolution industrielle

La France possède des atouts. Prenons quelques exemples parmi les technologies émergentes : nous avons l'imprimante 3D, les nanotechnologies, l'économie digitale. Toutes ces technologies sont émergentes partout dans le monde. Nous avons donc une place à prendre dans ces technologies.

Pour réussir, il faut des écosystèmes. Cette année encore au Salon international de l'Aéronautique du Bourget, c'était l'euphorie. Via notre *joint-venture* avec Safran, nous sommes devenus le premier motoriste au monde et avons vendu à ce jour plus de vingt-neuf mille CFM56. Nous commercialisons dorénavant le successeur du CFM56, qui s'appelle le LEAP-X et qui rencontre un vif succès. Pourquoi une telle réussite ? Tout simplement parce qu'il y a en France un écosystème qui permet d'avoir des grands et des petits acteurs industriels, des centres de recherche, et qui permet de créer la dynamique nécessaire pour devenir un pôle majeur dans ce domaine. C'est vrai aussi dans la santé ou l'énergie. Certes, nous avons perdu du temps et du savoir-faire. Mais ces écosystèmes existent, ce qui n'est pas toujours le cas dans le monde anglo-saxon.

Ce qui est important, c'est de savoir se choisir les meilleurs. Je n'aime pas beaucoup le débat entre les champions nationaux et la nationalité de l'entreprise : ce qui nous intéresse, nous Français, c'est de savoir si nous avons

Permettre l'avenir

les meilleures entreprises sur le sol français, les meilleures intelligences, les meilleures écoles. Attirons-nous les meilleurs de la planète, qu'ils parlent français ou non, sur notre sol ?

Il y a une seule chose qui nous manque, et c'est peut-être une spécificité française que nous devrions corriger : la confiance. Nous avons eu pendant longtemps des débats entre les optimistes et les pessimistes. Aujourd'hui, le débat se situe entre les dépressifs et les enthousiastes. Je crois qu'il faut se rappeler ce que dit celui qui est un peu notre mentor à tous – qui l'a été en tout cas pendant notre enfance et qui je l'espère l'est encore pour vous, puisqu'il disait qu'il fallait toujours rester des enfants – Saint-Exupéry, donc, qui a dit que l'important n'est pas de prévoir l'avenir mais de le permettre.

Pour un pacte républicain

René Ricol

Ricol Lasteyrie

Nous sommes tous témoins du fait qu'il y a dans ce pays d'exceptionnels centres d'excellence en matière d'éducation, de recherche, d'entrepreneuriat ; nous sommes tous témoins qu'il y a également des infrastructures. Nous avons donc tous les éléments pour réussir. Mais alors que l'industrie dans le monde va bien, la succursale France ne va pas bien.

Nous sommes toujours partis en retard lors des révolutions industrielles précédentes. Nous avons chaque fois réussi à récupérer. Dire qu'aujourd'hui nous sommes en retard est un euphémisme : nous sommes totalement en retard. Mais nous avons le potentiel.

La première condition pour que cela fonctionne est qu'il faut aimer l'entreprise. Or, quand on aime les entreprises, on ne met pas tout sur le livret A ; on ne pousse pas les Français à parier sur la dette ; on ne leur donne pas des avantages fiscaux quand ils sont dans le court terme. On leur donne d'immenses avantages fiscaux quand ils investissent dans des fonds investissant eux-mêmes dans l'entreprise. Voilà à quoi doit servir la finance. Car les fous sont de retour, ceux qui pensent que quand vous mettez deux euros plus deux euros sur la table, vous pouvez en faire cinq. Cela ne fonctionne jamais. La finance, n'est pas une industrie mais un service, elle ne peut fonctionner que si elle est au service de l'entreprise et de l'emploi.

La deuxième condition est que les politiques adoptent le temps de l'entreprise et non pas le temps politique. Le temps politique est le temps de la réélection : cinq ans. Le temps de l'entreprise est soit très long soit très court : la décision de délocaliser un comité exécutif, par exemple, prend le temps de le décider. Six mois après, c'est fait. Les politiques doivent comprendre que leur temps est mauvais et qu'ils doivent s'ajuster sur celui de l'entreprise.

Troisième condition : la stabilité. Il en faut évidemment. Dans l'industrie, on compte sur dix ou quinze ans, sur un temps très long. Si on change les règles, comme la France a la maladie de le faire (pendant un mandat électoral et *a fortiori* quand il y a de l'alternance), les étrangers partent... et les Français aussi. C'est dramatique.

Il faut que les politiques arrêtent les mots et passent aux actes.

► Autour de l'entreprise

Lors de la crise financière nous avons, plutôt que de leur faire la peau, fait avec les banques la médiation du crédit. Le ministère de l'économie et des finances chiffre aujourd'hui à 240 000 le nombre d'emplois sauvés par ce pacte. Nous l'avons fait pour le pays.

Le pacte républicain doit se faire maintenant autour de l'entreprise, c'est-à-dire avec les grandes entreprises. Il faut arrêter de les critiquer. Nous avons la chance d'avoir des entreprises de grande taille, mondialisées, capables de capter les innovations et d'aider les entreprises de taille plus petite, les sous-traitants. C'est cela le pacte républicain : ne pas accepter que de jeunes entrepreneurs soient obligés de partir à l'étranger. C'est mettre la finance à leur disposition et non pas les mettre à la disposition de la finance. Le pacte républicain, c'est de supprimer l'ISF. Vous rendez-vous compte que nous sommes dans une situation de décadence absolue, dans laquelle l'outil de travail est imposé mais pas les œuvres d'art ? Cela veut dire que l'on pousse les gens à faire un business autour de l'art. Nous sommes fous ! En revanche, dès qu'un entrepreneur décide de laisser ses enfants continuer l'entreprise, sans nécessairement la diriger (ils peuvent être intéressés par d'autres métiers, journaliste, économiste, médecin, instituteur...), il faut en gros – dans les conditions les plus favorables à la fois sur les droits de succession et sur la taxation des dividendes pour payer à la fois les droits de succession et l'impôt sur la fortune – distribuer en dividendes pendant trente ans entre 2 et 2,5% de la valeur réelle de l'entreprise. Dans le CAC 40, cela n'existe pas.

Le pacte républicain, c'est avoir le courage de dire qu'il y a des impôts destructeurs. Je veux bien être imposé encore plus si je gagne beaucoup d'argent ; j'accepte même de payer sur mes éléments de train de vie. Mais je veux qu'on arrête de faire payer sur l'outil de travail. Nous sommes le dernier pays au monde à le faire.

Si nous passons le pacte républicain, si les politiques ont le courage de le faire, nous récupérerons alors le temps perdu.

